

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **DSK, Keynes et Rosa Luxemburg**

- Economie -

Date de mise en ligne : jeudi 20 décembre 2007

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Dominique Strauss-Kahn s'est permis d'affirmer que Keynes avait beaucoup plus fait pour la classe ouvrière que Rosa Luxemburg...**

**Notre camarade Jean-Luc Mélenchon lui a sèchement répondu que si les sociaux-démocrates n'avaient pas assassiné Rosa Luxemburg et lui avaient permis de poursuivre sa route, elle aurait sans doute pu faire plus pour la classe ouvrière ...**

Il paraît difficile, en effet, d'oublier que Rosa Luxemburg, longtemps dirigeante de l'aile gauche du Parti Social Démocrate allemand, ait été assassinée en 1919 par les corps francs (la future ossature des SA).

Il paraît difficile aussi d'oublier que ces corps francs aient été appelés à la rescousse par le gouvernement social démocrate d'Ebert, contre les Spartakistes que dirigeaient Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Le gouverneur social démocrate de Berlin, Noske, avait alors utilisé une manifestation de rues et l'occupation de plusieurs bâtiments publics comme prétexte à une brutale répression (« la semaine sanglante »). Ce sinistre personnage avait alors déclaré : « Puisqu'il faut un chien sanglant, je serai celui-là »

Rassurons-nous, cependant : les relations de la Gauche Socialiste avec nos sociaux démocrates à nous, sont bien meilleures ! Même si elles ne sont pas toujours excellentes.

## Keynes contre le social libéralisme

Les sociaux libéraux (une appellation qui les caractérise beaucoup mieux que « sociaux-démocrates ») prétendent se réclamer de Keynes. Ils n'en ont pourtant aucunement le droit. La politique économique que proposait Keynes était, en effet, point par point, à l'opposé de celle qu'ils préconisent ou mettent en oeuvre.

Keynes appelait à l'euthanasie des rentiers et donc à une baisse sévère de leur rémunération : les taux d'intérêt. Les Sociaux libéraux ont soutenu, au contraire, l'instauration de la Banque Centrale européenne dont la seule et unique mission est le maintien de la valeur de l'euro. La conséquence immédiate du rôle ainsi dévolu à la B.C.E. est le maintien de taux d'intérêt extrêmement élevés en termes réels (les taux affichés moins l'inflation).

Pire, alors que la retraite par répartition est financée par le salaire, nos Sociaux-libéraux instaurent l'épargne salariale. Ils veulent ainsi faire dépendre une partie de la retraite de l'épargne des salariés, c'est-à-dire de la rente. Non contents de faire la politique des rentiers « classiques », ceux que combattait Keynes, nos sociaux-libéraux veulent en accroître considérablement le nombre en transformant les salariés en rentiers ! Nous voilà très exactement aux antipodes de l'euthanasie des rentiers préconisée par Keynes.

Keynes appelait à une relance de la demande. Il proposait, pour ce faire, d'utiliser le déficit budgétaire.

A l'inverse, les sociaux libéraux ont accepté la signature du traité d'Amsterdam qui limite de manière drastique les déficits publics. Laurent Fabius avait même accepté d'aller bien au-delà de ce que préconise le traité d'Amsterdam : un déficit zéro en 2004 ou 2005 !

Et, non contents de fixer comme objectif un déficit zéro, les sociaux libéraux ont obtenu du gouvernement de Lionel Jospin qu'il mette en oeuvre une politique de baisse des impôts directs dont les principaux bénéficiaires étaient les entreprises et les contribuables les plus fortunés. Les résultats d'une telle politique ne se sont malheureusement pas faits attendre : les impôts directs ont baissé mais au détriment des services publics et de la lutte contre les ghettos urbains. Qui oserait assurer que cela n'a pas aidé Le Pen à parvenir au 2ème tour de l'élection présidentielle ?

Keynes voulait contrôler la finance internationale. Dans la « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », il affirmait : « la création d'une lourde taxe d'Etat frappant toutes les transactions se révélerait peut-être la plus salutaires des mesures permettant d'atténuer aux Etats-Unis la prédominance de la spéculation sur l'entreprise ».

La taxe Tobin (beaucoup plus légère, d'ailleurs, que ce que revendiquait Keynes) est dans la droite ligne de ce que proposait Keynes. Nos sociaux libéraux la combattent avec acharnement.

Sur chacun de ces points, essentiels pour Keynes, les sociaux-libéraux s'opposent à lui. Il leur faut vraiment une bonne dose de culot pour prétendre se réclamer de lui.

## **Le néo-libéralisme porte le fascisme comme la nuée porte l'orage**

Les sociaux libéraux sont, sous couvert de « réforme » et de « modernité », les partisans de ce néo-libéralisme dont Keynes était déjà l'ennemi résolu.

Pourtant, c'est cette même politique néo-libérale qui, dans les années 1920 et au début des années 1930 avait permis aux nazis de gagner une grande partie du peuple allemand puis de prendre le pouvoir. Le livre de Karl Polanyi « La Grande Transformation » [\[1\]](#) est, de ce point de vue, d'une brûlante actualité.

Au système de l'étalon-or correspond aujourd'hui la Banque Centrale Européenne. Dans les deux cas, cependant, le résultat est identique : une montée de l'exaspération sociale qui profite en priorité à l'extrême-droite.

Au début des années 1930, en Allemagne, la division entre le Parti Social Démocrate et le Parti Communiste avait fait le reste et Hitler avait pris le pouvoir.

## **Prendre ce qu'il y a de meilleur chez Keynes et chez Rosa Luxemburg**

Loin d'opposer Rosa Luxemburg à Keynes, il est nécessaire au contraire de prendre ce qu'il y a de meilleur chez l'un et chez l'autre. C'est ce que tente de faire la Gauche Socialiste.

Nous voulons, tout d'abord, prendre ce qu'il y a de meilleur chez Keynes : la relance de la demande grâce à des hausses de salaires et une politique budgétaire qui permettent de répondre à l'urgence sociale, des grands travaux européens (TGV...), la baisse de taux d'intérêt qui étranglent la croissance, la régulation de la finance internationale.

Nous voulons, ensuite, aller au-delà des limites de la politique préconisée par Keynes : donner la priorité aux besoins sociaux sur les profits ; défendre et étendre, pour satisfaire ces besoins, le secteur public qui n'est pas soumis à une exigence de rentabilité financière ; utiliser une partie importante des gains de productivité pour augmenter les salaires et réduire le temps de travail.

Nous considérons, enfin, avec Rosa Luxemburg que seule l'articulation entre la lutte politique et un mouvement social massif permettra d'instaurer une société plus démocratique et de répondre durablement aux besoins et aux aspirations d'un salariat qui représente près de 90 % de la population active.

**Jean-Jacques Chavigné**

---

[1] Karl Polanyi : « *La Grande Transformation* » - NRF Editions Gallimard.